

Étude de cas 14

Le Québec devrait se séparer du Canada.

Cet exercice a été mis à jour le 10/09/2026.

Contexte

À l'été 2025, des sondages politiques québécois affichent des résultats surprenants : selon les résultats d'un sondage de la firme CROP en août 2025, [47 % des 18 à 34 ans se disent favorables à l'indépendance du Québec](#). Ces résultats surprenants suggèrent que le mouvement souverainiste gagne du terrain, notamment chez les jeunes adultes.

Cette tendance s'observe non seulement dans les sondages, mais aussi sur les réseaux sociaux, avec la popularité grandissante de comptes souverainistes, mais aussi dans la sphère culturelle, où des artistes comme Lou-Adriane Cassidy et Kinji00, un rappeur engagé dont les textes mêlent identité québécoise et critique du fédéralisme, [deviennent des porte-étendards involontaires du mouvement](#) et où les émissions d'affaires publiques consacrent désormais des [segments entiers](#) à la question, avec des invités aux positions tranchées.

Mais c'est quoi la souveraineté du Québec? En termes simples, la souveraineté, c'est le pouvoir de décider soi-même. Une entente souveraine permettrait au Québec d'élaborer ses propres lois, percevoir ses impôts et gérer son budget, établir ses propres relations et positions internationales, que ce soit pour signer des traités, attirer des investissements ou défendre ses intérêts à l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Aujourd'hui, le Québec partage ces pouvoirs avec le gouvernement fédéral. La souveraineté, c'est l'idée de les récupérer entièrement.

La question souverainiste ne date pas d'hier. Elle s'enracine dans un passé mouvementé.

Dans les années 1960, le Québec modernise ses institutions et affirme son identité. C'est l'époque de la « [Révolution tranquille](#) », marquée par la création du Parti québécois (PQ) en 1968 par René Lévesque. En mai 1980, un [premier référendum](#) est organisé sur la souveraineté-association, une proposition où le Québec aurait été indépendant tout en restant associé économiquement au Canada. 60 % des Québécois votent contre, mais l'idée d'un Québec indépendant est lancée.

Quinze ans plus tard, en 1995, un [deuxième référendum](#) divise le Québec. Le non l'emporte de justesse (50,6 % contre 49,4 %). Au fil des 30 années qui ont suivi, la souveraineté perd progressivement en popularité, jusqu'à connaître une hausse record en 2025.

À l'approche des élections provinciales de 2026, la question refait surface : Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois, [promet de tenir un référendum sur la souveraineté](#) dès son premier mandat si son parti est élu. Il y ajoute cependant une condition : Donald Trump ne doit plus être président des États-Unis au moment du vote.

Du point de vue des souverainistes, le Québec forme une nation distincte, avec une langue, une culture et une histoire uniques. La souveraineté permettrait de protéger et promouvoir cette identité sans ingérence fédérale.

Du côté des fédéralistes, le fédéralisme offre une stabilité économique, des services publics essentiels et une autonomie significative qui ne justifient pas de se séparer du Canada.

Pour en savoir plus

- [Les As de l'info | Faire du Québec un pays?](#)
- [L'encyclopédie canadienne | Séparatisme au Canada](#)
- [Immigrant Québec | Le « Québec libre » : Petite histoire du séparatisme](#)
- [Le Devoir | La montée du souverainisme chez les jeunes, effet durable ou effet TikTok?](#)
- [RAD | 20 jeunes débattent de souveraineté : Élections Québec 2026](#)

Le savais-tu?

Le Canada est une fédération où le pouvoir est partagé entre le gouvernement central (basé à Ottawa) et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Le gouvernement fédéral gère les dossiers d'intérêt national et international, comme l'armée, les relations avec d'autres pays, le commerce international, la monnaie, les pêcheries et les océans, le droit criminel et la sécurité publique. Les gouvernements provinciaux et territoriaux s'occupent des affaires qui concernent leur province ou territoire, comme l'éducation, la santé, l'aide sociale, les transports et les routes.

Le Parti québécois (PQ) a présenté sa vision d'[un Québec indépendant](#) dans son « [Livre bleu](#) ». Il propose notamment de former une république, de créer une monnaie québécoise dans un délai de 10 ans, de créer une armée de défense québécoise et d'écrire une constitution ancrant la laïcité et le français.

Pour suivre les tendances d'appuis à la souveraineté, consultez [cette page](#) de QC125.

Coup d'œil international

À travers le monde, quelques états envisagent de déclarer leur souveraineté. C'est notamment le cas de l'[Écosse](#) et du [Bougainville](#).

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Québec devrait se séparer du Canada.

Question identitaire

Beaucoup de Québécois estiment que le Québec est profondément différent du reste du Canada, que ce soit par son histoire, sa langue, sa culture ou ses idéologies. Par exemple, l'approche du Québec en matière d'environnement et d'innovation est souvent plus ambitieuse que celle du reste du pays. Le Québec est la seule province canadienne à avoir maintenu une tarification du carbone et un objectif d'électrification des véhicules ambitieux, alors que le gouvernement fédéral reculait sur ces dossiers. Certains ont l'impression que le reste du Canada ne comprend pas ou ne soutient pas les particularités du Québec. D'après [un sondage Léger](#) de 2022 (en anglais), le Québec est la province que les Canadiens [aiment le moins](#). Les indépendantistes croient donc qu'en faisant du Québec un pays, ils pourraient mieux défendre ses intérêts et ses valeurs sans dépendre des décisions prises ailleurs.

Autonomie

Au Canada, les pouvoirs sont répartis entre [trois niveaux de gouvernement](#) : fédéral, provincial et local ou municipal. Au sein du Canada, le Québec est souvent minoritaire face aux autres provinces. Or, le Québec se distingue souvent des autres provinces par ses idéologies. Entre autres, les Québécois sont [moins favorables aux projets pétroliers](#) ou aux interventions militaires, ils sont plus ouverts sur les questions de [diversité sexuelle](#) et [de genre](#), et sont plus attachés à la laïcité et moins à la monarchie. Pourtant, ces différences sont souvent ignorées ou contestées par le reste du Canada. Même lorsque des lois québécoises sont adoptées, elles peuvent être bloquées ou modifiées par les tribunaux fédéraux, comme ce fût le cas avec la [loi 96](#) et la [loi 21](#). En devenant indépendant, le Québec pourrait prendre en main ses affaires politiques, économiques et sociales sans dépendre des choix des autres provinces ou du gouvernement central. Cela lui permettrait de mieux refléter ses valeurs et ses priorités dans ses politiques et décisions.

Intérêts économiques

Le Québec contribue de manière significative au budget fédéral. Approximativement la moitié de ce que paient en taxes et impôts les Québécois sont envoyés à Ottawa. Pourtant, le Québec n'est représenté que par environ un cinquième des sièges à la Chambre des communes. En conséquence, le Québec a peu d'influence sur la façon dont ces fonds sont utilisés, alors qu'il contribue beaucoup. De plus, plusieurs ministères fédéraux et québécois font la même chose. Par exemple, les deux gouvernements financent des hôpitaux, des services de santé ou des programmes environnementaux, mais avec des règles ou visions différentes. Cela crée un gaspillage d'argent public et des conflits. Avec un [produit intérieur brut \(PIB\) parmi les plus élevés des provinces canadiennes](#), des [ressources naturelles abondantes](#) et une position stratégique en Amérique du Nord, [son économie serait suffisamment solide pour soutenir un pays indépendant](#). En se séparant du Canada, le Québec pourrait récupérer une partie des impôts envoyés à Ottawa pour les investir directement dans ses propres priorités. Cela lui donnerait plus de liberté financière et lui permettrait d'adapter ses politiques à ses besoins.

réels, sans dépendre des décisions d'un gouvernement central parfois déconnecté de ses réalités.

Protection de la langue française

Le Québec est le seul endroit en Amérique du Nord où la majorité des gens parlent français. Pourtant, cette langue est de plus en plus menacée par l'anglais, qui prend de plus en plus de place dans les institutions, les médias et les affaires au Canada. Même si la [loi 101](#) aide à protéger le français au Québec, son efficacité diminue face à certaines décisions du gouvernement fédéral. Par exemple, certaines règles d'immigration au Canada sont critiquées, car elles sont perçues comme [nuisibles au maintien ou à la progression du français au Canada](#). Également, en août 2026, [le ministère de la Défense a annoncé avoir revu sa façon de déterminer la langue de travail](#). En conséquence, plusieurs unités et organisations du ministère, auparavant bilingues, devront désormais fonctionner uniquement en anglais. Comme les forces armées sont régies au niveau fédéral, le Québec n'a aucun pouvoir d'agir. Or, s'il devenait indépendant, il pourrait mettre en place des politiques linguistiques plus strictes et adaptées à sa réalité, sans subir les pressions ou les compromis imposés par le gouvernement fédéral.

Pour en savoir plus

- [Parti québécois | Indépendance](#)
- [Fonds indépendantiste du Québec | Le Québec indépendant a tout pour réussir](#)
- [République économique | Mythes économiques](#)
- [La Différence Québécoise](#)

Le savais-tu?

[La télévision québécoise se démarque grandement de celles des autres provinces et territoires](#) : dans l'histoire du pays, 29 productions québécoises ont dépassé le million de téléspectateurs. En comparaison, dans le Canada anglophone, seulement 2 émissions ont franchi ce cap, alors que la population y est quatre fois plus nombreuse.

Avec deux fois moins de budget, le Québec produit presque deux fois plus d'heures de télévision que le reste du pays. Et avec un tiers des fonds alloués par le Fonds des médias du Canada, il crée bien plus de séries et d'émissions de variétés qu'ailleurs au pays.

Cette différence s'explique en partie par l'attachement des Québécois à leurs propres productions, bien plus fort que celui des Canadiens anglophones, souvent plus tournés vers les contenus américains.

En juillet 2026, [le gouvernement Carney a annulé une taxe imposée aux géants du streaming américains](#), comme Netflix, Disney+ ou Amazon Prime, qui allait les obliger à investir trois fois plus dans des contenus canadiens. Selon certains, cette décision risque d'affecter durement la télévision québécoise.

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Québec ne devrait pas se séparer du Canada.

Argument économique

Si le Québec choisissait de se séparer du Canada, il devrait d'abord assumer une part de la dette nationale, ce qui alourdirait immédiatement [son fardeau financier](#). De plus, la perte des paiements de péréquation (transferts fédéraux qui compensent les disparités entre les provinces), priverait le Québec d'un soutien annuel crucial, estimé à plusieurs milliards de dollars. Les finances publiques québécoises, déjà fragilisées par une gestion historique jugée inefficace, seraient mises à rude épreuve. Sans compter que l'incertitude économique qui accompagnerait une séparation pourrait décourager les investissements, fragiliser le dollar québécois naissant et compliquer l'accès aux marchés internationaux, risquant ainsi de plonger la province dans une crise économique prolongée.

Division sociale

Le débat sur la souveraineté a déjà divisé les familles et les communautés. Une séparation officielle pourrait approfondir ces clivages et rendre la réconciliation difficile. La souveraineté risquerait aussi d'exacerber les divisions au sein de la société québécoise. Un [récent sondage Léger](#) indique que la grande majorité des Québécois s'identifient à la fois comme Québécois et comme Canadiens, et que seulement 11 % s'identifient uniquement en tant que Québécois. De plus, une partie de la population allophone ou anglophone pourrait se sentir exclue ou marginalisée, surtout si les politiques linguistiques deviennent plus strictes. Certaines minorités pourraient aussi craindre que leurs droits de pratiquer leurs traditions soient bafoués.

Perte d'influence politique

Alors que sa population représente 23 % de la population canadienne, le Québec est très bien représenté à Ottawa, avec 21 % des sièges. Les députés du Québec sont bien placés pour porter ses priorités à l'échelle nationale, influencer les décisions qui affectent directement les Québécois et participer à des alliances stratégiques avec d'autres provinces qui défendent des causes similaires. Il perdrait aussi son rôle dans les grandes décisions nationales, comme celles sur l'énergie ou l'environnement, et devrait se battre seul sur la scène internationale, affaiblissant son pouvoir de défendre ses valeurs.

Menaces des États-Unis

Le Canada vit actuellement une guerre commerciale avec son plus important partenaire, les États-Unis. Le président américain, Donald Trump, et son gouvernement ont menacé le Canada en imposant des [tarifs importants sur les importations en provenance du Canada](#) et en [bloquant l'importation de certains biens canadiens](#). À la suite des négociations entre les deux pays qui ont échoué, [le gouvernement canadien a riposté](#) avec ses propres tarifs sur les importations américaines. Les menaces des États-Unis ne mettent pas seulement en péril l'économie canadienne, elles visent aussi son indépendance. Le président américain a fait référence au Canada en tant que 51^e état à plusieurs reprises. Dans ce contexte, le premier ministre canadien et plusieurs autres font un appel à [l'unité canadienne](#) afin de défendre la souveraineté du pays et

protéger l'économie. Si le Québec se séparait du Canada en ce moment, sa position économique face aux États-Unis et sa souveraineté seraient grandement fragilisées. C'est d'ailleurs ce climat instable qui a mené le chef du Parti québécois, [Paul St-Pierre Plamondon](#), à s'engager à ne pas tenir de référendum sur la souveraineté tant que Donald Trump sera président des États-Unis.

Pour en savoir plus

- [La Presse | Fréchette doute que l'indépendance soit viable financièrement](#)
- [QUB | Un autre référendum serait «dangereux» et affaiblirait le Québec face à Trump, clame Antoine Dionne Charest](#)
- [Le Journal de Montréal | «On ferait un référendum, puis on s'affaiblirait»: pour Jean Charest, la souveraineté serait un risque en pleine guerre commerciale](#)
- [Radio-Canada | Les conversations secrètes derrière la menace du 51e État américain](#)
- [L'actualité | Ni souveraineté ni référendum, disent les Québécois](#)

Le savais-tu?

Les voix des communautés autochtones au Québec comme dans le reste du Canada ont longtemps été négligées. Les peuples autochtones se sont battus afin de protéger leurs terres, leurs langues, leurs identités et leurs cultures. De plus, la majorité des communautés sont réparties sur de larges territoires qui ne tiennent pas compte des frontières provinciales ou territoriales.

Le projet d'indépendance québécois suscite donc bien de questions à leurs égards.

Pour un petit aperçu sur les enjeux en lien avec l'indépendance du Québec dans une optique de nation à nation avec les Autochtones, regardez [cette vidéo de Espaces autochtones](#).

Pour en apprendre plus sur les droits constitutionnels des Autochtones, lisez [cet article](#).